

Mali – Niger

Comprendre la sécurité et l'insécurité à travers les perceptions des populations (2020–2025)

/// Restitution finale des enquêtes de terrain



SIPRI, LASDEL
et Point Sud

PROGRAMME
JUST FUTURE

Présentation du programme Avenir Juste (2020-2025)

Partenariat stratégique global avec les organisations de la société civile visant à améliorer l'accessibilité, la réactivité et la redevabilité des institutions de sécurité et de justice.

Volet recherche coordonné par le SIPRI et ses partenaires :



ENQUÊTES
QUANTITATIVES

ENTRETIENS
QUALITATIFS

OBSERVATION
DE TERRAIN



THÉMATIQUES DE RECHERCHE :

1 Les perceptions de la sécurité aux niveaux national et local

2 Les acteurs de la sécurité et de l'insécurité

3 Les relations entre les populations et les forces de défense et de sécurité

4 La société civile et l'(in)sécurité

Principaux événements au Mali et au Niger

18 août : Premier coup d'état au Mali. Renversement du président IB Keita	
21 février : Election de M. Bazoum, président de la République du Niger	
24 mai : Deuxième coup d'état au Mali	
Fin 2021 : Déploiement des paramilitaires russes du groupe Wagner au Mali	
9 novembre : Le président E. Macron annonce la fin de l'opération Barkhane au Mali	
16 juin : Lors d'une session du Conseil de Sécurité, le Mali demande le départ de la MINUSMA	
26 juillet : Coup d'état au Niger. Le président M. Bazoum est renversé	
16 septembre : Création de l'Alliance des États du Sahel entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger	
14 novembre : Annonce de la reprise de la ville de Kidal par les FAMa et Wagner	
22 décembre : Départ des derniers soldats français du Niger et fermeture de l'ambassade de France	
31 décembre : Fermeture de la MINUSMA	
27 mars : Abrogation de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Algier	
6 juillet : Création de la Confédération des États du Sahel	
29 janvier : Le Mali, le Niger et le Burkina Faso quittent officiellement la CEDEAO	
6-9 juin : Fin des activités du groupe Wagner au Mali et arrivée des forces de l'Africa corps	
8 juillet : Extension de la période de transition au Mali	

2020 2021 2022 2023 2024 2025

Méthodologie

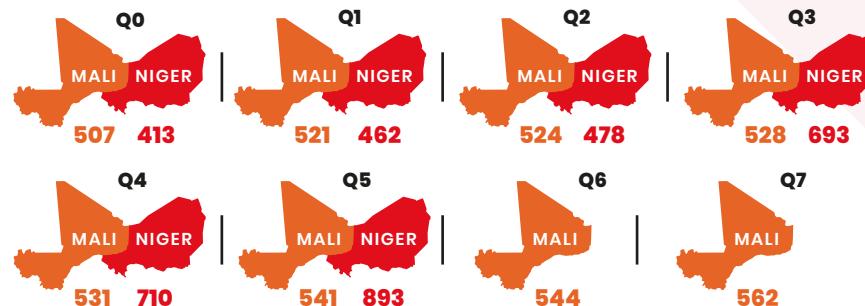
L'échantillon total a été réparti proportionnellement entre les communes en fonction de leur part de population, et des localités spécifiques au sein de chaque commune ont été sélectionnées au hasard pour la collecte des données.

L'enquête visait à inclure intentionnellement divers groupes démographiques dont les points de vue sont souvent sous-représentés. Des objectifs ont ainsi été fixés afin de garantir qu'au moins 20 % des personnes interrogées soient des personnes déplacées internes (PDI), des femmes, des personnes âgées de moins de 35 ans et des personnes handicapées.

Si les problèmes de sécurité et d'accès sur le terrain dans les zones touchées par le conflit peuvent limiter le respect de l'échantillon, ces objectifs ont servi de repères pour promouvoir l'inclusivité et garantir que les données reflètent un large éventail d'expériences et d'opinions.

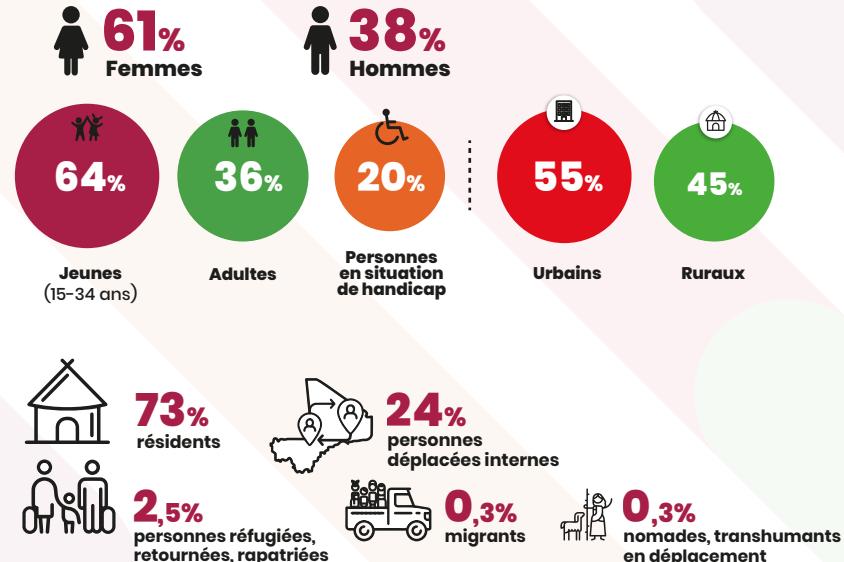


Répartition de l'échantillon :



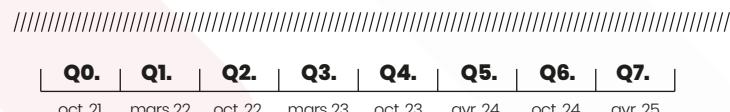
La recherche a été arrêtée au Niger après avril 2024 pour des raisons d'accès au terrain de recherche.

Restitution finale des enquêtes de terrain - Ce projet a été financé par Cordaid

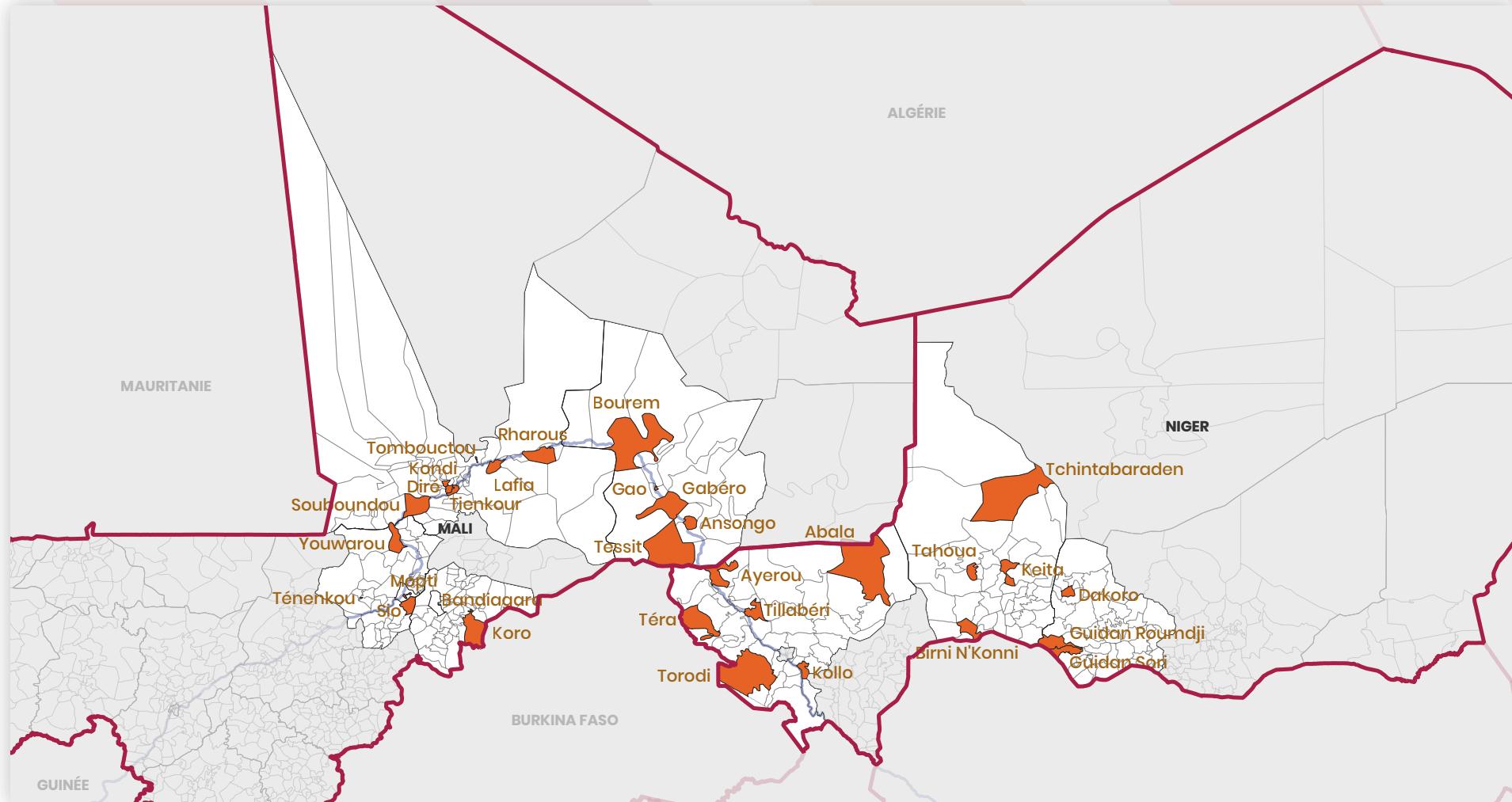


Cette recherche est basée sur des enquêtes de perception. Les perceptions recueillies reflètent les impressions subjectives des répondants. Elles fournissent des informations sur la façon dont les personnes comprennent et interprètent ce qu'elles voient, croient, pensent et ressentent et, surtout, comment elles donnent un sens à leur environnement. Les données quantitatives ont été analysées et enrichies par des entretiens qualitatifs, de l'observation et des journaux de terrain.

Cette approche par le bas permet d'appréhender les perceptions et les expériences que les populations ont de leur propre situation et de comprendre comment les citoyens ordinaires, dans les zones urbaines et rurales, vaquent à leurs occupations quotidiennes et perçoivent leur environnement socio-politique.



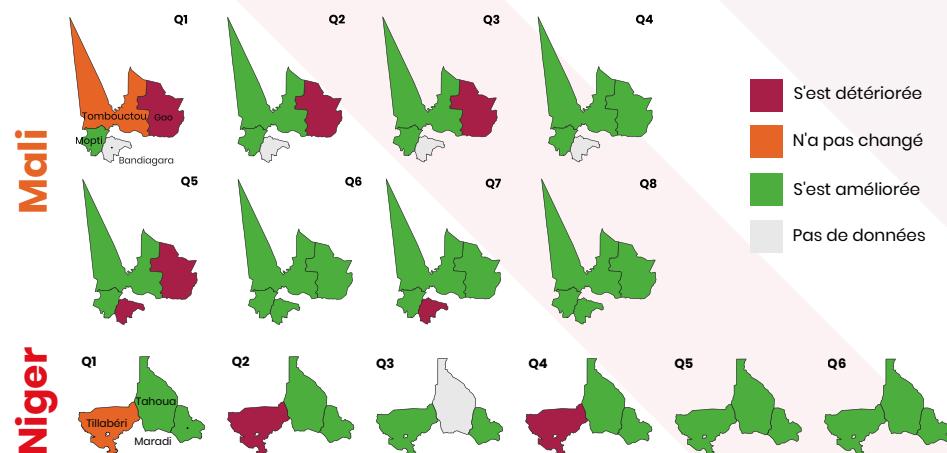
Carte des zones d'enquête



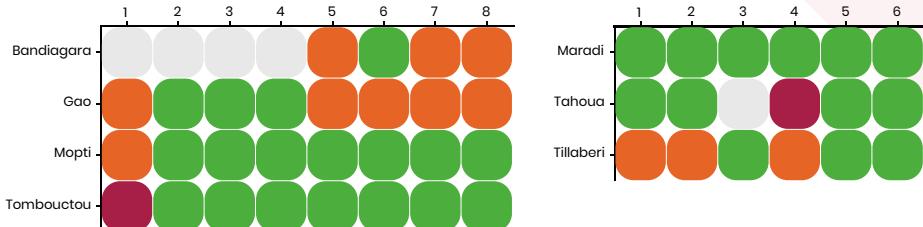
Sécurité & insécurité

Les perceptions de l'insécurité au niveau local

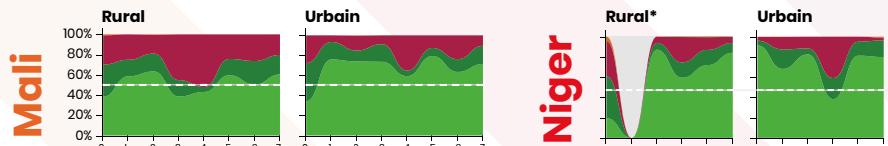
Les populations civiles sont les premières victimes de l'insécurité. Les situations d'insécurité sont différentes selon les régions, les communes et les villages. La perception de la sécurité est souvent meilleure au niveau local qu'au niveau national.



Les perceptions de l'insécurité au niveau national



Les perceptions sont souvent les mêmes pour les différentes catégories de populations, les variations les plus fortes sont notées entre le monde urbain et le monde rural.

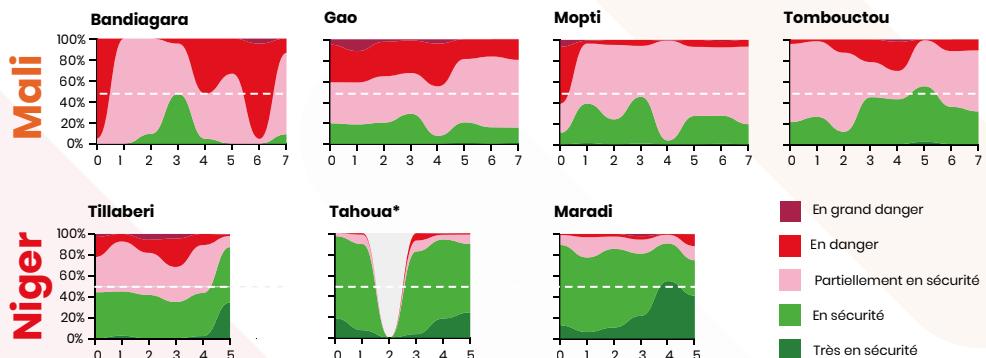


Les populations des zones urbaines sont confrontées à des menaces différentes et la perception de l'insécurité est dans certains cas plus forte que dans des zones rurales.

IMPACT DES COUPS D'ÉTAT AU MALI ET AU NIGER

Le changement de contexte politique dans les deux pays à la suite des coups d'État du 18 août 2020 (Mali) et du 26 juillet 2023 (Niger) a suscité des attentes accrues parmi les populations quant à la capacité des gouvernements militaires à améliorer la situation sécuritaire et économique. Bien que cela ne se soit pas traduit par un changement réel et immédiat du contexte, ces événements ont pu avoir un impact sur les perceptions que les populations avaient de leur situation.

Dans leur environnement immédiat, les répondants indiquent se sentir :



* En mars 2022 les enquêtes au Niger ont été faites seulement dans les zones urbaines pour des raisons de sécurité.
En novembre 2022 l'enquête n'a pas été effectuée dans la région de Tahoua pour des raisons de sécurité.

• Les conséquences économiques de l'insécurité

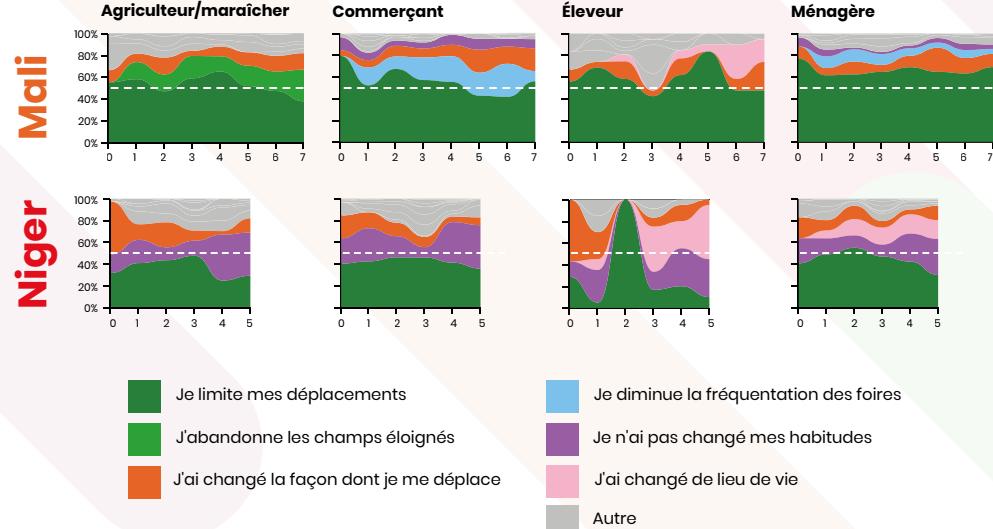


Au Mali, la raison économique (pauvreté, chômage, insécurité alimentaire) a pris de plus en plus de place dans le sentiment d'insécurité des populations au cours des enquêtes, notamment dans les villes, du fait de l'augmentation des prix, du manque d'approvisionnement des foires et des coupures de courant. Les raisons de l'insécurité évoquées par les répondants en zones rurales ont toujours été plus nombreuses avec notamment la mention des attaques, des destructions, des vols et des menaces contre les populations par les groupes armés.



Au Niger, les attaques, les vols et les menaces ont été les raisons du sentiment d'insécurité les plus mentionnées au cours des enquêtes. D'après les répondants, les vols de bétail sont très courants dans les régions de Maradi et Tahoua. Dans la région de Tillabéri il y a eu plus de violences des groupes djihadistes pendant la période des enquêtes, les populations ayant décrit des événements particulièrement violents. Comme au Mali, la détérioration de la situation économique a plongé un grand nombre d'habitants dans une situation de précarité quotidienne : manque d'accès à la terre, inflation, fermeture des marchés et présence d'un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés. L'arrivée et l'accueil de ces populations déplacées ou réfugiés suscitent de l'inquiétude chez les populations hôtes quant à leurs capacités à subvenir aux besoins de base de la communauté.

• Adaptation des modes de vie à l'insécurité



Niger

“

Ces gens ont été attaqués six fois. Chaque année les terroristes viennent et à chaque année, quand ils viennent, ils partent avec leurs bétails. À la sixième fois ils ont emmené quatre hommes : les deux petits frères du chef du village de xx et deux autres qui sont ses proches. Ils ont demandé une somme de 2.000.000F pour libérer ces quatre hommes. ”

Propos recueillis auprès d'une personne résidente, région de Maradi, avril 2024.

Mali

“

Les djihadistes sont dans les environs, hier les enfants sont partis dans la brousse pour chercher du bois de chauffe : les haches, coupe-coupe, ânes et nos charrettes tout a été emporté par les djihadistes qui interdisaient à couper des herbes pour en faire usage, il faut une médiation ou une intervention pour que cela cesse. ”

Propos d'une résidente, Youwarou ville, avril 2025.



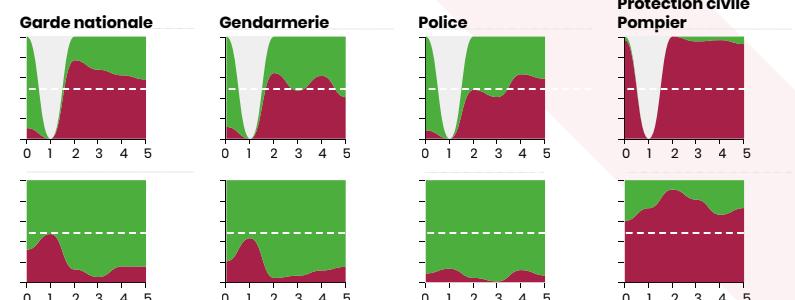
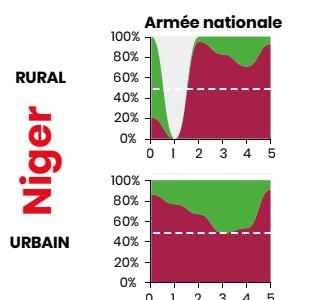
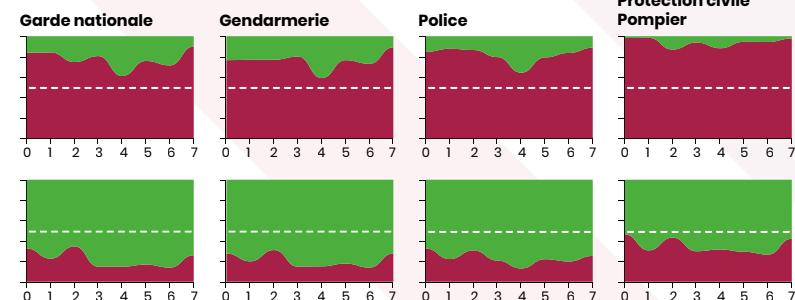
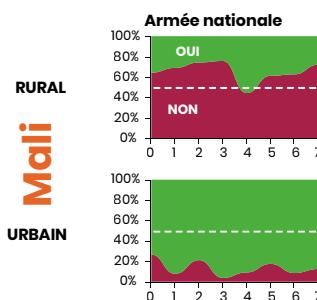
Les relations entre les populations et les forces étatiques de sécurité

• Présence des acteurs de la sécurité/l'insécurité

La proximité est un élément déterminant du sentiment de sécurité : le faible déploiement des forces de défense et de sécurité pousse les populations à mettre en place des structures informelles de protection et à se réfugier dans les villes.

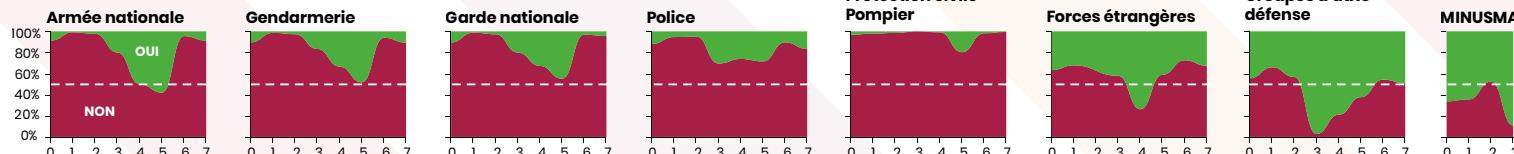
Les groupes d'auto-défense sont les acteurs présents allant de groupes structurés comme les dozos à des milices villageoises ou brigades de jeunes. La mise en place de ces groupes obéit d'abord à une logique d'auto-sécurisation des communautés.

Les forces de défense et de sécurité patrouillent essentiellement dans les zones urbaines mais sont peu visibles dans les zones rurales, les populations se plaignent du manque de réaction des forces en cas d'attaque et du faible déploiement ou du peu de patrouilles.

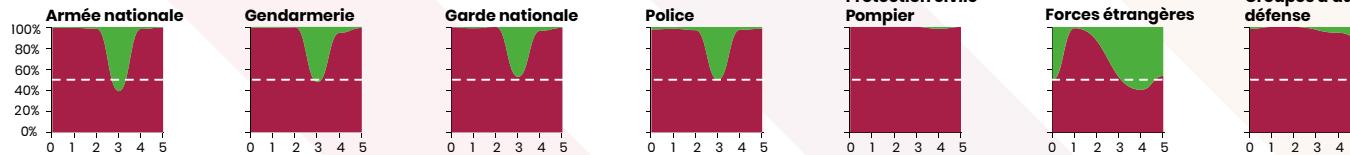


• Les forces armées comme source d'insécurité au niveau local

Mali



Niger

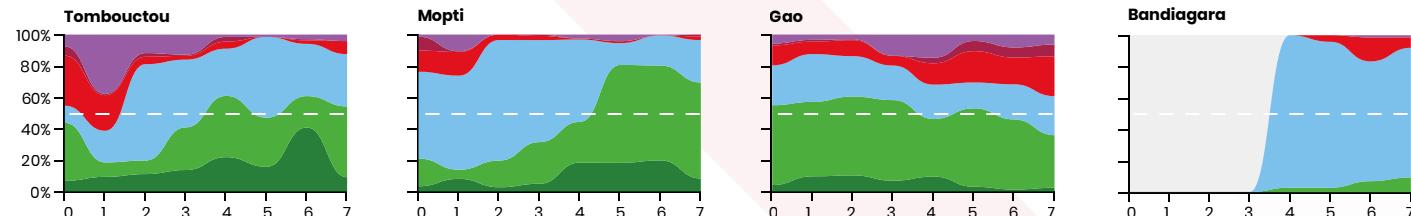


• Perceptions des relations quotidiennes entre les populations et les forces armées

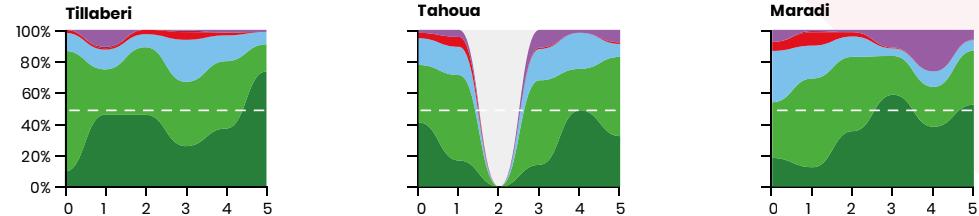
Les populations craignent les groupes djihadistes et dans cette lutte, les populations disent faire confiance à leurs armées pour les protéger.

Lorsque les forces sont perçues comme une source d'insécurité, cela peut être dû à des comportements arbitraires, à des discriminations, ou parce que leur présence dans une localité en fait une cible pour les groupes armés.

Mali



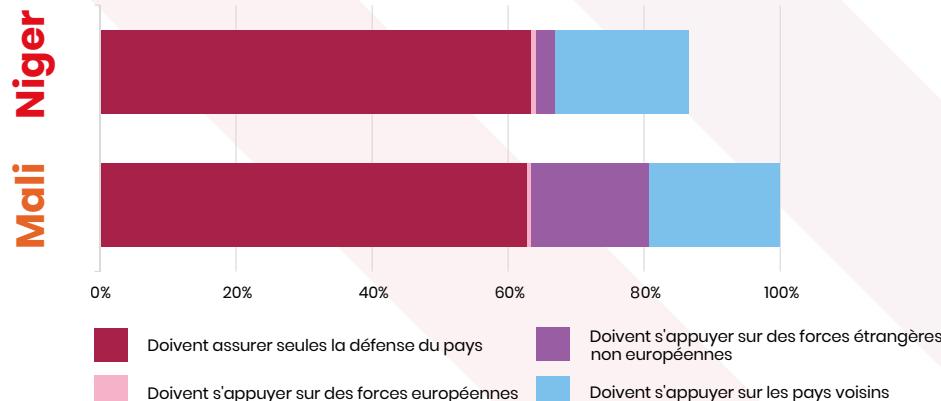
Niger



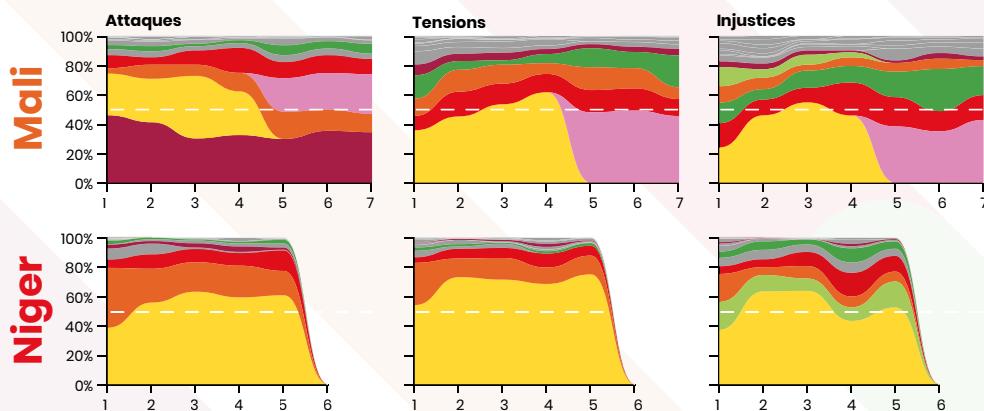
- █ Pas de relation
- █ Mauvaises
- █ Pas très bonnes
- █ Normales
- █ Bonnes
- █ Très bonnes

• Rôle des forces de sécurité

Pour lutter contre les groupes armés terroristes, pensez-vous que les FDS...

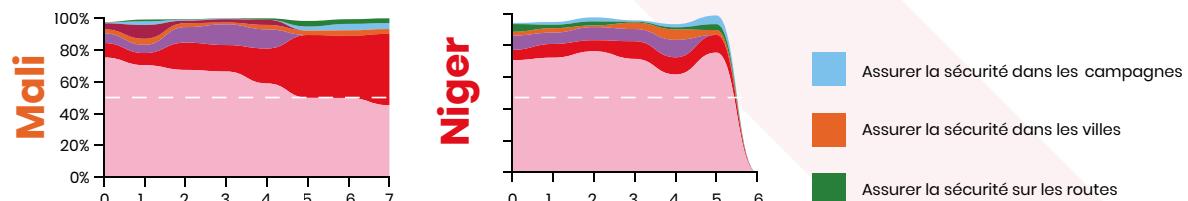


• Les acteurs contactés en fonction du type de menace

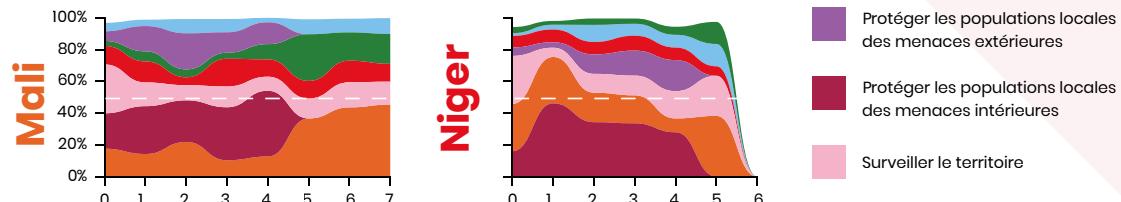


A partir de l'enquête Q5, l'équipe de recherche a fait le choix de rassembler les réponses « Chef de quartier/de village » et « Chef religieux » sous la désignation de « Justice traditionnelle ».

Rôle principal de l'armée



Rôle principal des forces de sécurité intérieures



“

Nous avons de bons rapports avec les FDS. En cas de besoin nous suivons la procédure pour les contacter et nous sommes prêts à porter notre soutien pour combattre l'insécurité. Nos attentes sont multiples mais en priorité c'est de combattre le terrorisme et de nous garantir la libre circulation des personnes et de leurs biens. ”

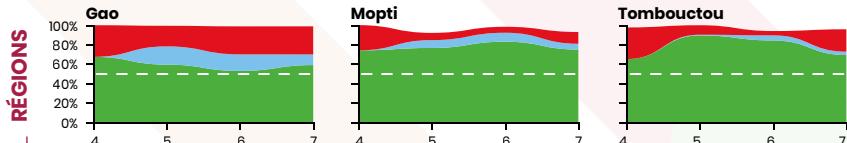
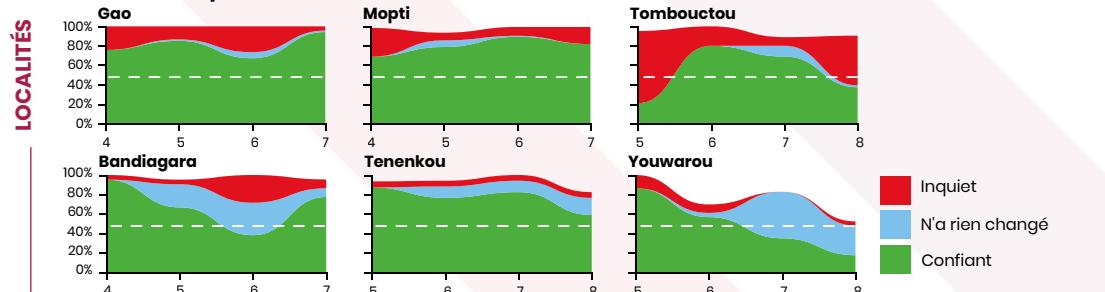
Propos d'un homme adulte, Ayorou, octobre 2023.

Politiques nationales

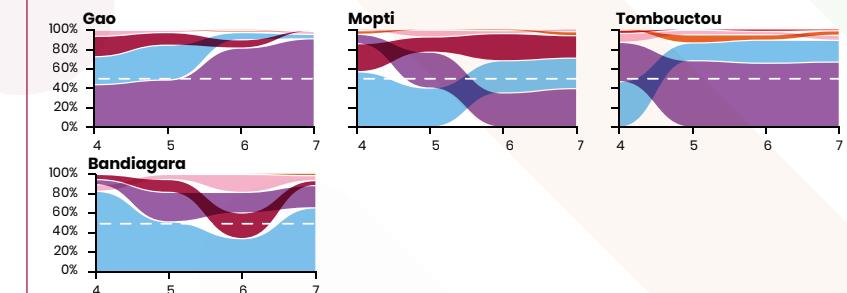
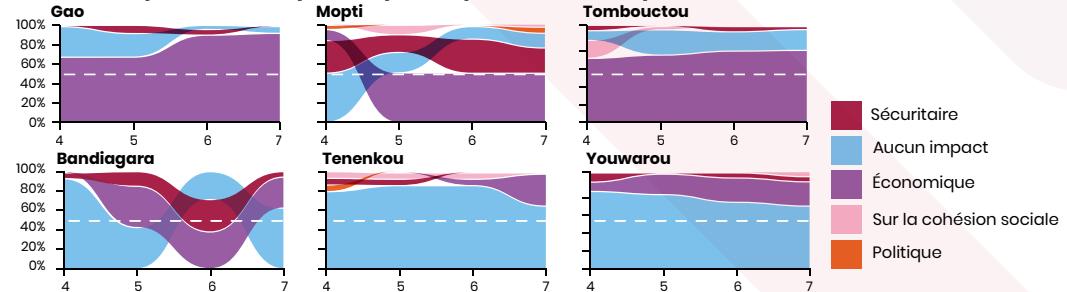
• Départ de la MINUSMA

À la demande du gouvernement malien, lors de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies du 16 juin 2023, le mandat de la MINUSMA a pris fin le 30 juin 2023 et le retrait a été achevé le 31 décembre 2023.

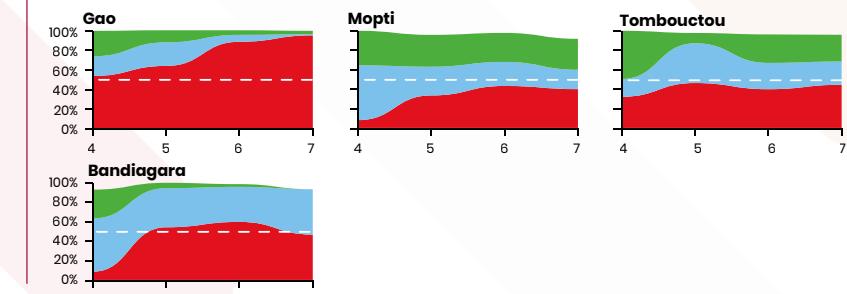
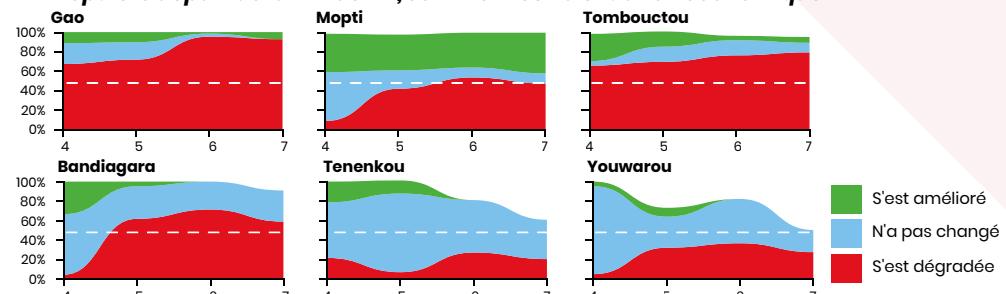
Avec le départ de la MINUSMA, êtes-vous :



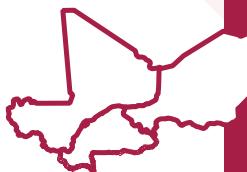
Quel est pour vous l'impact de plus important lié au départ de la MINUSMA :



Depuis le départ de la MINUSMA, comment est la situation économique :

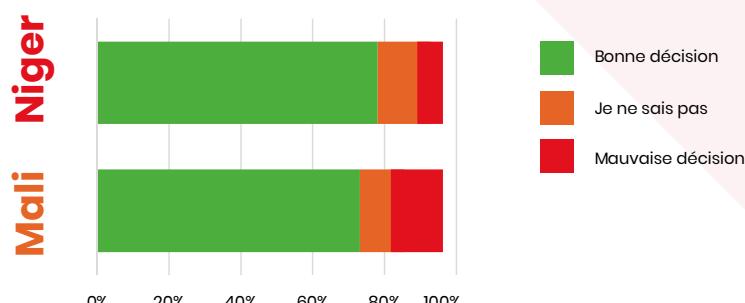


Politiques nationales

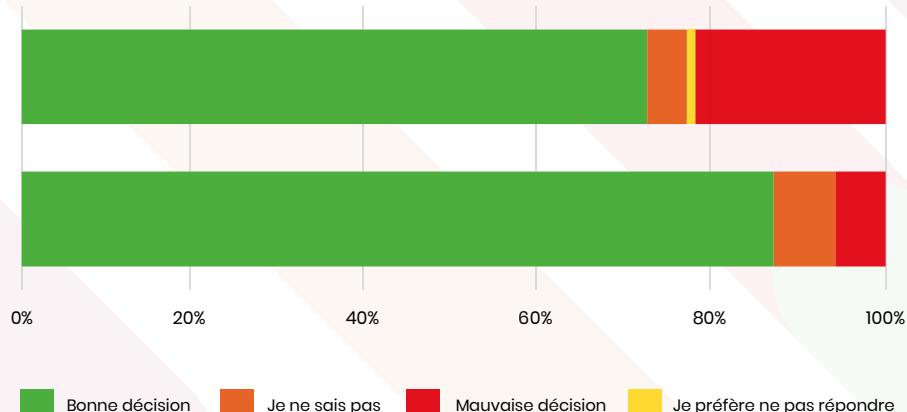


Un an après avoir annoncé leur volonté de se retirer de la CEDEAO et l'échec des négociations avec l'organisation sous-régionale les trois pays ont officiellement acté leur départ le 29 janvier 2025. Cette sortie a été justifiée par les gouvernements militaires du fait des sanctions et menaces qu'ils ont subies suite aux coups d'état. Ils accusent aussi l'organisation d'être sous l'influence de puissances occidentales et d'avoir trahi ses principes fondateurs.

• Sortie de la CEDEAO



• Crédit de l'AES*

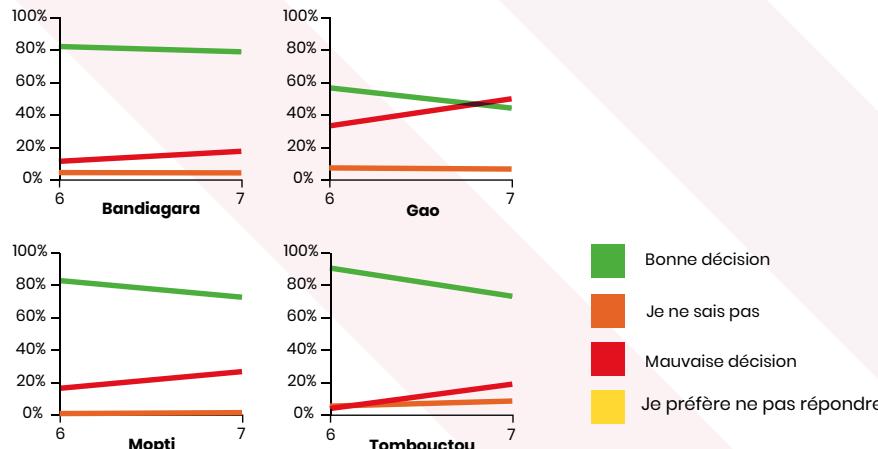


Création de l'AES

Le 16 septembre 2023, les autorités de transition militaires au pouvoir au Mali, au Niger et au Burkina Faso se sont unies au sein d'une nouvelle organisation, l'Alliance des Etats du Sahel (AES), avec la signature de la charte du Liptako-Gourma. L'objectif principal de cette nouvelle alliance est d'assurer une défense commune face aux menaces d'intervention militaire extérieure. En juillet 2024, cette alliance a été approfondie avec la création de la Confédération des Etats du Sahel dont le traité stipule une collaboration sur la diplomatie et le développement, en plus de celle sur la défense.

*Ces questions ont été ajoutées en octobre 2025, elles n'ont donc pas été posées lors des enquêtes au Niger

Extension de la transition au Mali



“ La population est aujourd’hui inquiète de la situation qui se passe souvent dans le pays, certains pensent que les militaires ne veulent pas quitter le pouvoir maintenant, du fait que le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga a été limogé cela est un signe que les autorités de la transition veulent rester au pouvoir. Certains disent qu’ils ont commencé à perdre leur confiance du fait que rien ne va et on ne parle pas encore des élections. ”

Journal de terrain, région de Mopti, avril 2025

“ Bon nous, nous ne sommes que des cultivateurs, nous ne savons pas ce qui se passe en haut c'est à dire au niveau national. Mais d'après les informations de la radio ça ne va pas très bien entre le pouvoir militaire et les partis politiques parce que les militaires veulent dissoudre les partis politiques. C'est inquiétant ça peut plonger le pays dans une autre crise. ”

Entretien avec un agriculteur, Gabero, cercle de Gao, avril 2025



La société civile locale et les questions de sécurité

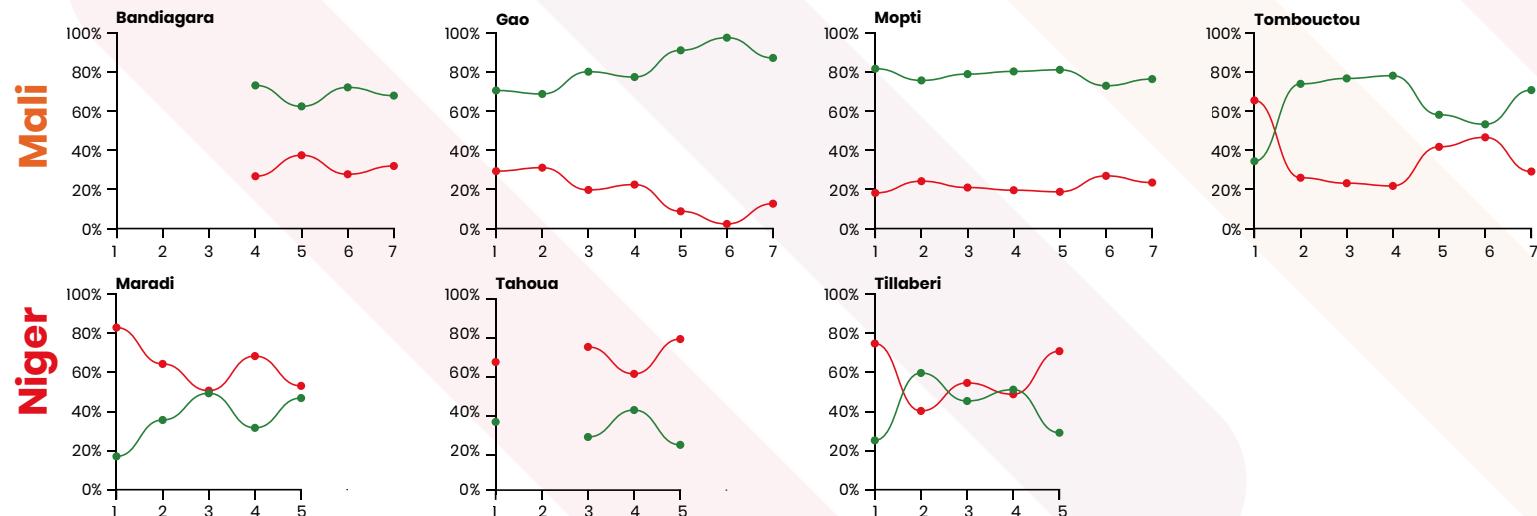
Une grande majorité des répondants disent être prêts à se tourner vers des acteurs de la société civile en cas de problème de sécurité. Cependant, la perception de leur efficacité reste très variable en fonction des régions.

Dans les deux pays, la société civile est très présente au niveau local. Les populations y associent une grande variété d'acteurs allant des autorités traditionnelles et coutumières, des chefs religieux aux organisations de femmes ou de jeunes.

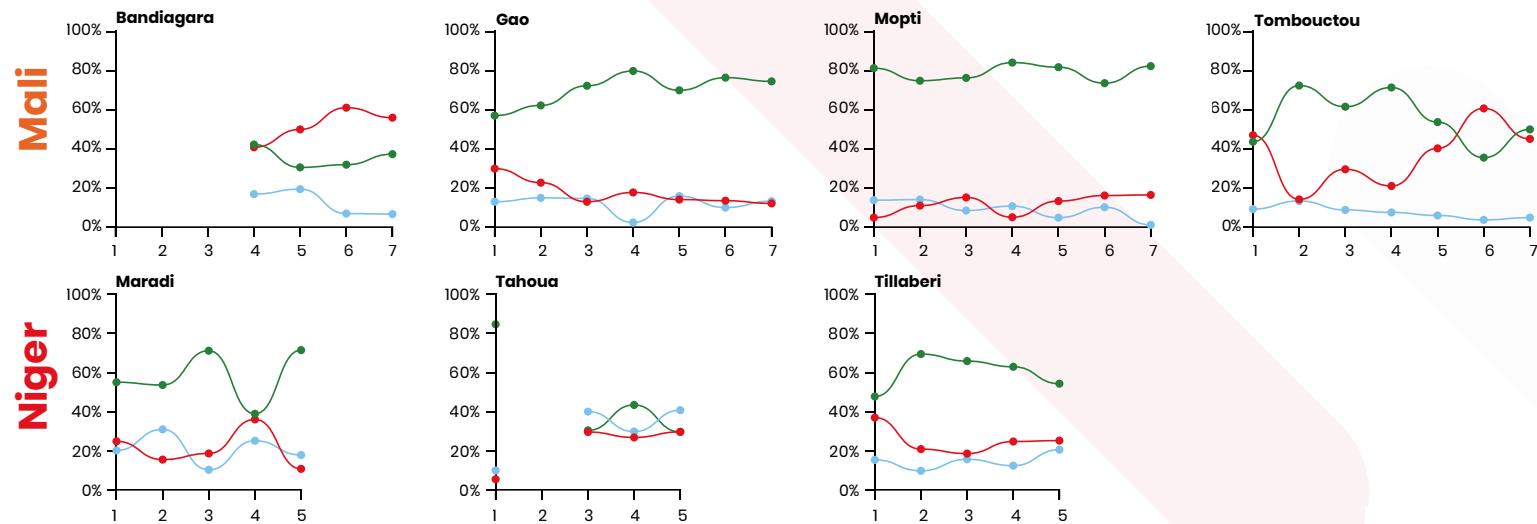
Les principales activités sont l'organisation de rencontres et de séances de sensibilisation et d'information, mais peu d'actions concrètes ont été mises en avant par les répondants. Les associations et mouvements de jeunes sont reconnus comme jouant un rôle important au quotidien dans les relations avec les FDS. Ils ont notamment une fonction d'intermédiaire entre les populations et les forces et jouent un rôle dans la sécurisation des villages.

Au Niger, les comités locaux de sécurité (CLS) et les associations de jeunes sont très actifs sur les sujets de sécurité locale. Les associations d'éleveurs, les associations de jeunes et les CLS assument la responsabilité de la surveillance des quartiers, des biens et du bétail. Les associations religieuses sont aussi impliquées mais elles se concentrent principalement sur la résolution des conflits communautaires. Cependant, des limites importantes entravent toutes ces actions, notamment le manque de financement et la peur des représailles.

• Contact avec les OSC en cas de problème de sécurité



• Perceptions de l'efficacité des actions des OSC en termes de sécurité





Conclusion

Sur toute la période de l'étude, la situation sécuritaire s'est globalement dégradée au Niger comme au Mali.

- Les populations des villes et celles des campagnes ne sont pas soumises aux mêmes difficultés.
- Les populations des campagnes subissent les attaques, les enlèvements, les vols de bétail et sont soumises au paiement de la zakât. Les groupes armés imposent des blocus sur certaines routes ou contre des villages et des règles sociales et religieuses (port du voile pour les femmes, séparation des espaces pour les hommes et les femmes).
- Les populations des villes se sentent plus protégées, mais elles subissent aussi vols et braquages et autres violences.
- La situation économique est très dégradée dans les régions enquêtées, que ce soit la conséquence directe de l'insécurité (vol de bétail, champs brûlés, blocus) ou indirecte (mesures prises par les autorités comme le couvre-feu, interdiction de vendre de l'essence, départ de la MINUSMA, etc.). Toutes les catégories socio-professionnelles sont touchées et la situation est aggravée par le manque d'électricité au Mali.



Recommendations



Renforcer le déploiement des FDS dans les zones rurales



Lutter contre les discriminations qui conduisent à des abus et former les FDS au respect des droits humains



Appuyer la mise en place de comités locaux de sécurité, à l'échelle nationale.



Soutenir la mise place d'une police de proximité afin de faciliter les échanges et renforcer la confiance entre les populations et les forces.



Mettre en place des moyens de communication discrets et sécurisés entre les populations et les FDS pour éviter de les exposer à des représailles en cas de dénonciation de crimes ou d'abus.



Sécuriser les axes et les foires afin de rompre l'isolement des zones rurales en permettant l'acheminement des produits de première nécessité.